

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1908.

Projet de loi contenant le budget du Congo belge pour l'exercice 1909 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BEGEREM.

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 42 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, le budget des recettes et des dépenses de la Colonie est arrêté par le Roi, et si les Chambres n'ont pas voté le budget cinq jours avant l'ouverture de l'exercice, le Roi arrête les recettes et, de trois mois en trois mois, jusqu'à la décision des Chambres, ouvre au Ministère des Colonies les crédits provisoires nécessaires.

A moins d'abdiquer leur droit de contrôle et de décision en ce qui concerne les recettes et de voir s'ouvrir l'ère des crédits provisoires pour les dépenses, les Chambres législatives se trouvent devant la nécessité de voter le budget avant le 25 de ce mois, bien qu'il n'ait été déposé que le 24 novembre dernier et qu'il ne soit rapporté que ce jour.

C'est là évidemment une situation anormale : mais elle est tout exceptionnelle.

En effet, dans les prévisions du paragraphe 2 du même article 42 de la loi organique précitée, le projet de budget doit être distribué aux membres

(1) Projet de loi n° 15.

(2) La Section centrale, présidée par M. COOREMAN, était composée de MM. VAN LIMBURG STIRUM, COLAERT, TIBBAUT, BEGEREM, DE SADELEER et MECHELYNCK.

des Chambres législatives, par les soins du Ministère des Colonies, quatre mois au moins avant l'ouverture de l'exercice.

Cette prescription légale est de nature à assurer aux Chambres le temps requis pour l'examen et la discussion du budget : mais cette année elle n'a pu être observée, la loi elle-même ne datant que du 18 octobre et les arrêtés royaux créant le nouveau Département des Colonies et nommant le titulaire de ce Ministère n'ayant paru au *Moniteur* que le 30 octobre suivant.

Aussi, à raison de ces circonstances, la Section centrale a-t-elle été unanime, moins une abstention, à reconnaître que pour cette année son examen devait être forcément écourté et que le rapport devait se borner à élucider un certain nombre de questions, dont la solution se trouve indiquée dans la suite de ce rapport, afin de retarder le moins possible le moment où la Chambre elle-même pourra se livrer à l'examen et à la discussion du budget rapporté.

Le membre qui s'est abstenu estime que l'examen par la Section centrale doit être d'autant plus complet que le budget est plus nouveau et moins connu : c'est la mission de la Section centrale d'éclairer la Chambre.

Devant les prescriptions légales prérappelées et les observations échangées à ce sujet, la Section centrale maintient sa manière de voir et sa décision.

Examen en sections.

Le budget a été adopté par toutes les sections. Dans la première, par 12 voix contre 4; dans la seconde, par l'unanimité des 10 membres présents; dans la troisième, par 10 voix contre 2 et 1 abstention; dans la quatrième, par 9 voix contre 1; dans la cinquième, par 6 voix contre 1 et 3 abstentions; enfin, dans la sixième, par 6 voix contre 3 et 1 abstention. Soit ensemble par 53 votes affirmatifs, 11 votes négatifs et 5 abstentions.

Les quelques questions qui ont été soulevées au cours de l'examen du projet de loi ont été reproduites en section centrale, à part les suivantes :

Première question.

La dette flottante sera-t-elle consolidée par l'emprunt ou amortie sur les revenus du Trésor?

Réponse du Gouvernement.

Si les ressources le permettent, la dette flottante sera amortie sur les revenus du Trésor.

Deuxième question.

On demande le détail des titres constituant le portefeuille et l'indication des dividendes et intérêts touchés pour l'exercice écoulé.

Réponse.

Nous supposons qu'il s'agit des intérêts et dividendes touchés pour l'exercice budgétaire 1908 et non pour les exercices sociaux de 1908 des sociétés. Ces derniers renseignements ne pourraient être donnés qu'en 1909.

DÉSIGNATION DES VALEURS.

Intérêts et dividendes
touchés en 1908.

Abir :

1,000 parts sociales entièrement libérées

Société anonyme d'Agriculture et de Plantation au Congo :

500 parts sociales de 500 francs entièrement libérées

103 obligations de 500 francs à 5 % :

Coupon du 15 mai sur 122 titres . fr. 1,125 »

Id. du 15 nov. sur 103 titres . . 1,287 50

2,812 50

Titres amortis . . 49 à 500 . fr. 9,500 »

12,312 50

American Congo Company :

2,500 actions privilégiées de 100 livres sterling libérées
de 35 % (libérées de 5 % en 1908)

100 actions ordinaires (parts de fondateurs) de 100 livres
sterling entièrement libérées.

Société Anversoise du Commerce au Congo :

1,700 parts sociales entièrement libérées. 340,000 »

*Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur
aux Grands Lacs Africains :*

100,000 actions de dividende

Compagnie du Chemin de fer du Katanga :

470 actions de capital entièrement libérées.

1,930 actions de capital libérées de 85 % (libération
de 35 % en 1908).

2,400 actions de capital de 250 francs .

*Société anonyme des Chemins de fer vicinaux du
Mayumbe :*

27 actions de capital de 500 francs entièrement libérées.
6,000 actions privilégiées de 250 francs libérées de 95 %
(libération de 5 % en 1908)

Comptoir Commercial Congolais :

1,000 parts sociales entièrement libérées

Société Internationale Forestière et Minière du Congo :

2,500 actions de capital de 500 francs entièrement
libérées
2,500 actions de dividende

Compagnie du Kasai :

2,010 actions de capital de 250 francs entièrement
libérées 30,150 »
2,010 parts bénéficiaires 804,000 »

834,150 »

Compagnie du Katanga :

1,800 actions ordinaires sans désignation de valeur . fr.
600 actions privilégiées de 500 francs entièrement
libérées

Compagnie du Lomami :

154 actions ordinaires sans désignation de valeur . . .
160 actions privilégiées de 500 francs entièrement
libérées
20 actions de jouissance sans désignation de valeur . . .

Troisième question.

Art. 16. — La disposition sur les patentes inscrite au budget des
voies et moyens de la métropole n'aurait-elle pas pour conséquence une
diminution de la matière imposable pour la Colonie?

Réponse.

Cette disposition peut avoir pour conséquence de diminuer la matière
imposable pour la Colonie. La plupart des Sociétés s'occupant d'affaires
coloniales deviendront sans doute sociétés belges si la disposition inscrite au
budget des voies et moyens doit être admise.

Quatrième question.

Sur quelles bases les pensions sont-elles liquidées? Existe-t-il un règlement organique?

Quelles sont les mesures qui jusqu'ici ont été prises en faveur des anciens agents de l'État ayant bien servi?

Réponse.

En ce qui concerne les agents de l'Administration centrale, l'organisation du service des pensions est à l'étude.

Les agents d'Afrique n'ont pas de pension. Les lettres d'engagement prévoient une allocation de retraite dont elles fixent le chiffre.

Ces allocations sont, à l'expiration du terme de service, accordées aux agents qui ont bien servi en Afrique.

Cinquième question.

Les indigènes au service de l'Etat ou astreints à quelque travail rémunéré ont-ils le libre choix entre le paiement en espèces et le paiement en nature?

Réponse.

Non. Jusqu'ici le paiement en espèces par l'Etat ne se fait pas, dans le Haut-Congo, plus loin que le district du Stanley-Pool. L'extension du paiement en numéraire est à l'étude.

Examen en Section centrale.

Dans sa séance du 9 décembre, le budget a été adopté à l'unanimité moins une abstention.

Le vœu exprimé par un de ses membres de voir nommer une commission permanente chargée de s'occuper de toutes les questions relatives à l'agriculture et à l'horticulture au Congo a rencontré l'adhésion de tous.

Le Gouvernement a fourni, en réponse aux diverses questions qui lui ont été transmises, les renseignements suivants :

A. — RECETTES.**Demande.**

ART. 10/. — Quels sont « les arrangements avec des sociétés », prévus par cette disposition?

Réponse.

Il s'agit :

1° De l'arrangement conclu avec la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains, conformément à l'article 3 du cahier des charges de la Convention du 4 janvier 1902 (Voir *Traité de cession* du 28 novembre 1907, p. 90) pour l'exploitation, en régie, des forêts concédées à cette Compagnie;

2° De l'arrangement conclu avec la Société Abir, le 12 septembre 1906, pour l'exploitation, en régie, des territoires formant l'ancienne concession de cette Société (Voir *Traité de cession* du 28 novembre 1907, p. 104);

3° De l'arrangement conclu avec la Société Anversoise du Commerce au Congo, le 12 septembre 1906, pour l'exploitation, en régie, des territoires formant l'ancienne concession de cette Société (Voir *Traité de cession* du 28 novembre 1907, p. 113);

4° De la somme à verser à l'État par la Compagnie du Lomami, conformément à l'article 34 (titre V) des statuts de cette Compagnie (Voir *Traité de cession* du 28 novembre 1907, p. 32);

5° De la somme de 30,000 francs, à verser à l'État par le Comptoir Commercial Congolais, conformément à l'article 28, chapitre V, des statuts de cette Société (Voir *Traité de cession* du 28 novembre 1907, p. 61).

Demande.

ART. 10 o. — Comment s'expliquent les ristournes de traitement ?

Réponse.

Les ristournes de traitement dont il s'agit se rapportent aux appointements des officiers belges, auquel le Gouvernement paie un traitement intégral comprenant celui d'officier.

Les officiers belges qui partent au Congo, pour la première fois, conservent leur traitement d'officier, et il leur est alloué une indemnité variant de 3,500 à 5,200 francs, suivant leur grade.

A leur second terme de service, il leur est alloué un traitement global qui n'est jamais inférieur à 8,000 francs, mais qui comprend le traitement d'officier belge. Ce dernier système offre plus de facilités au point de vue de la comptabilité et de la liquidation des traitements.

C'est le remboursement des traitements d'officiers belges de cette dernière catégorie de fonctionnaires qui constitue la ristourne en question.

Demande.

ART. 14 d. — Taxes de recrutement de travailleurs. Quelle est la disposition qui a établi cette taxe?

Réponse.

La taxe sur le recrutement des travailleurs est perçue conformément au décret du 18 mai 1905 (*Bulletin officiel*, p. 91).

Demande.

ART. 14. — Quels sont les frais d'exploitation de la mine de Kilo au regard du produit de 1,224,000 francs?

Réponse.

Les frais d'exploitation de la mine de Kilo sont compris sous le chapitre IX du tableau II du budget du Congo Belge, articles 74 à 79 inclus. Toutes ces dépenses se rapportent à l'exploitation de la mine de Kilo, soit, au total, 886,440 francs.

Demande.

ART. 15. — Quels sont les représentants du Gouvernement dans les diverses sociétés?

Réponse.

Comité spécial du Katanga. — MM. Droogmans, secrétaire général du Ministère des Colonies, Arnold, Lombard et De Keyzer, E., directeurs généraux au même Ministère, membres dudit Comité.

Compagnie du Kasai. — MM. Arnold et Baerts, directeurs généraux au Ministère des Colonies, délégués du Gouvernement.

M. Kervyn, directeur général au même Ministère, commissaire.

Compagnie du Katanga. — M. Liebrechts, conseiller d'Etat honoraire, commissaire.

Compagnie du Lomami. — M. Arnold, commissaire.

Compagnie du Chemin de fer du Katanga. — MM. Cousin, Detilleux et Wendelen, administrateurs nommés par le Gouvernement.

M. Heyvaert, commissaire.

Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga. — M. Le Marinel, directeur au Ministère des Colonies, et Olyff, G., chef de division au même Ministère, représentants.

Compagnie du Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains. — MM. Lombard, directeur général, Lebrun, directeur au Ministère des Colonies, et Baron Dhanis, délégués au Conseil d'administration.

M. De Keyzer, E., directeur général au Ministère des Colonies, commissaire spécial.

Comptoir Commercial Congolais. — M. Foulon, commissaire.

Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe. — M. Lombard, directeur général au Ministère des Colonies, commissaire.

American Congo Company. — MM. Rouffart, De Keyzer, H. Huismans et Christiaens, administrateurs nommés par le Gouvernement. (Un siège est vacant par suite du décès de M. Hanolet.)

Société Forestière et Minière du Congo. — M. Arnold, directeur général au Ministère des Colonies, représentant.

M. Dumont, représentant du Domaine National.

Tanganyika Concessions Limited. — M. Heyvaert, administrateur, représentant le Comité spécial du Katanga.

Société « Union Minière du Haut-Katanga ». — MM. Lombard et De Keyzer, E., membres du Comité spécial du Katanga, représentant ledit Comité.

Demande.

ART. 12, 13 et 14. — Le Gouvernement pourrait-il indiquer les éléments qui servent de base aux évaluations prévues dans ces articles?

Réponse.

ART. 12. — *Domaine national.* — Impôts en nature : 16,881,825 francs.

a) Produit net de la vente de 2,350,000 kilogrammes (poids brut) de caoutchouc, au prix de vente moyen de 8 francs le kilogramme fr. 15,000,000 »

b) Produit net de la vente de 44,500 kilogrammes nets d'ivoire au prix de vente moyen de 29 francs le kilogramme 1,281,000 »

c) Produit net de la vente de 560,000 kilogrammes (poids brut) de copal, au prix de vente moyen de fr. 1.40 le kilogramme 600,825 »

TOTAL. . . fr. 16,881,825 »

ART. 13. — Exploitation des mines :

Produit de la vente de l'or provenant des mines de Kilo, calculé sur une production moyenne de 30 kilogrammes par mois, soit 360 kilogrammes à 3,400 francs ou . . . fr. 1,224,000 »

ART. 14. — Produit de l'agriculture :

a) Produit net de la vente de 50,000 kilogrammes (poids brut) de café au prix moyen de fr. 1.10 le kilogramme fr. 50,000 »

b) Produit net de la vente de 45,000 kilogrammes (poids brut) de cacao, au prix moyen de fr. 1.50 le kilogramme 58,000 »

c) Produit net de la vente d'essences diverses récoltées au Jardin botanique. (Essences de vétiver, de verveine, etc.) 1,500 »

Fr. 110,000 »

Demande.

ARTICLES 12, 13 et 14. — Le Gouvernement pourrait-il donner la statistique des cours de caoutchouc en 1907 et 1908 ?

Réponse.

STATISTIQUES DES COURS DES CAOUTCHOUCS DU CONGO
EN 1907.

(D'après la revue annuelle par les courtiers Grisar & Co.)

Genre de caoutchouc.	Prix extrêmes par kilogramme.
Kasai rouge I	fr. 9.40 à 13.45
Haut-Congo : Équateur I	9.40 à 13.65
Haut-Congo : Loporé I	9.40 à 13.65
Haut-Congo : Uele	8.80 à 12.00
Haut-Congo : Aruwimi	8.80 à 12.00
Haut-Congo : ordinaire	8.80 à 12.20
Bas-Congo : Thimble rouges	4.50 à 7.00

EN 1908.

Les statistiques de 1908 ne paraîtront qu'au 31 décembre. Voici, à titre de renseignement, la moyenne générale, c'est-à-dire pour toutes les sortes

de caoutchouc, des prix réalisés à chaque vente pour les produits de l'État :

Dates des ventes.	Prix moyens obtenus par kilogramme.
23 janvier 1908	fr. 5.94
27 février 1908	5.64
26 mars 1908	6.00
23 avril 1908	5.66
24 mai 1908.	5.21
25 juin 1908	6.42
22 juillet 1908	6.19
26 août 1908.	6.78
23 septembre 1908	6.50
20 octobre 1908.	7.81
19 novembre 1908	10.50

(Bruxelles, le 11 décembre 1908.)

B. — DÉPENSES.

Demande.

ART. 11. — *Personnel noir. — Salaires.*

Le Gouvernement pourrait-il donner des explications au sujet de l'augmentation des paiements en marchandises?

Le Budget de 1908 indique : Numéraire, 225,000 francs; marchandises, 775,000 francs.

Le Budget de 1909 : Numéraire, 180,000 francs; marchandises, 932,000 francs.

Même question pour les articles 22, 37, 45, 62 et 72.

Réponse.

ART. 11. — Les augmentations proviennent de ce que les frais d'occupation des zones Mongala et Maringa-Lopori, qui, en 1908, étaient couverts par un crédit spécial, ont été rattachés, pour l'exercice 1909, au Budget ordinaire. En conséquence, le salaire des contingents de la Force Publique, affectés à ces deux zones, vient en augmentation à l'article 11. On pourra remarquer que le montant des salaires payables en numéraire en 1909 est sensiblement inférieur à ce qu'il était en 1908. Cela provient de ce qu'en 1908 il y avait à rapatrier un certain nombre d'hommes de la côte, anciens serviteurs rengagés, dont les deux tiers du salaire ne sont payables que lors du licenciement définitif.

ART. 22. — L'augmentation provient de ce que les dépenses des vapeurs et embarcations affectés aux transports des Chemins de fer des Grands-Lacs et des zones Maringa-Lopori, antérieurement payées sur des comptes spéciaux, ont été rattachées au Service de la Marine. De plus, les dépenses des postes de bois pour le chauffage des steamers sont également rattachées, cette année, au même Service.

ART. 37. — L'augmentation provient de ce que cette année on fait supporter, par le Service d'hygiène, les frais entraînés par les lazarets, qui ont été antérieurement supportés par un crédit spécial accordé pour la lutte contre la maladie du sommeil.

ART. 45. — L'augmentation provient de ce qu'on a rattaché à cet article des artisans et travailleurs prévus, en 1908, à l'article 47.

ART. 62. — Il y a notamment une augmentation du personnel des travailleurs agricoles, rendue nécessaire et indispensable par suite du développement obligatoire des plantations d'essences à caoutchouc imposées par la loi, d'une part, et de l'extension des services, d'autre part.

ART. 72. — Le salaire du personnel noir était jadis payé par la Fondation de la Couronne.

Demande.

CHAPITRES VII et X. — Quelles sont les mesures que compte prendre le Gouvernement au sujet de l'introduction de la monnaie?

Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre quant au mode d'exploitation du Domaine et à l'emploi du travail libre?

Réponse.

Ces questions sont actuellement à l'étude.

Questions.

CHAPITRE X, ART. 102 *a, b, c, d.* — Quelles sont les missions auxquelles le subside sera attribué?

A quelles conditions le subside est-il subordonné?

Que comprend le mot « Divers »?

N'y a-t-il pas double emploi avec la partie de la première annuité inscrite à l'article 124 qui sera consacré aux missions?

Réponses.

Jusqu'à cette date, les subsides accordés aux missions le furent en dehors

de règles exactement déterminées et ne furent point subordonnées à des conditions particulières.

Le Gouvernement tiendra compte pour fixer le chiffre du subside à allouer aux missions belges des services rendus par celles-ci : tutelle des orphelins et enfants moralement abandonnés, écoles, lazarets, tenue des registres de l'état civil, etc.

Ce crédit ne fait pas double emploi avec la partie de la première annuité inscrite à l'article 24 qui sera consacré aux missions. Cette dernière servira au développement des missions.

Il peut, dès à présent, être indiqué, au sujet du mot « Divers », que le Gouvernement désire continuer à la « Villa coloniale » le subside de 20,000 francs qui lui fut, jusqu'ici, alloué.

Questions.

CHAPITRE X, ART. 117. — A quelle date ont été émis les bons du Trésor indiqués litt. *b* et *c*? Quelle est la date de leur échéance?

e, f, g. — Quelles sont les dates des conventions visées dans ces articles?

Pourraient-elles être communiquées?

Réponse à la 1^{re} question.

b) Les bons du Trésor indiqués au litt. *b* ont été créés par le décret du 10 février 1908 et sont à l'échéance du 11 février 1909. Ils ont été créés pour rembourser l'emprunt provisoire de 3,914,000 francs contracté en 1907, pour couvrir une partie des dépenses extraordinaires de cet exercice (voir rapport des mandataires du Gouvernement belge, p. 50).

c) Les bons du Trésor indiqués au litt. *c* ont été créés par le décret du 12 octobre 1908, pour couvrir les dépenses en cours de l'exercice 1908. Ils sont à l'échéance du 20 octobre 1909.

Réponse à la 2^e question.

e) L'avance de 3,000,000 de francs dont il s'agit constitue le montant du crédit permanent ouvert à l'Etat à ladite Banque, à valoir sur nantissement de produits, en vertu des conventions passées avec la Société Générale Africaine et Banque de Commerce et d'Industrie (en liquidation). Ce contrat a été passé le 31 décembre 1904.

f) Les 1,500,000 francs indiqués à ce littéra comportent une augmentation temporaire du crédit précité, consentie par la Caisse Hypo-

thécaire Anversoise à la suite de correspondances échangées le 22 janvier 1908.

Cette augmentation de crédit a été consentie, pour une période de six mois, et placée, quant aux garanties, sous le même régime que le crédit permanent de 3,000,000 de francs susdit. La date du remboursement a été renouvelée de trois en trois mois depuis cette date, et est actuellement à l'échéance du 22 janvier 1909.

g) Ce prêt a été consenti à la Fondation de la Couronne en vertu d'une convention passée entre ladite Fondation et MM. Bunge et consorts le 2 mars 1908.

Réponse à la 3^e question.

Ces conventions pourraient être communiquées.

Question.

CHAPITRE X, ART. 123 d. — Comment s'explique la demande de crédit de 200,000 francs pour le fonds d'amortissement de l'emprunt à lots de 1888.

Ce fonds d'amortissement n'est-il pas suffisant ?

Réponse.

Le crédit de 200,000 francs, inscrit au chapitre X, art. 123, litt. d du Budget de 1909 est destiné à permettre de faire, éventuellement, une avance au fonds d'amortissement de l'emprunt à lots de 1888, pour assurer, en 1909, le service de la partie émise de cet emprunt.

Ainsi que l'indique le rapport des mandataires du Gouvernement belge dans son chapitre III, page 48, l'emprunt à lot de 1888 est au capital de 150 millions, dont il n'a été placé que 916,875 obligations sur 1,500,000.

Le fonds d'amortissement est constitué au fur et à mesure de l'émission des titres. Les tirages s'effectuent sur la totalité des lots, il se produit que la chance peut favoriser les lots émis ou ceux restant à la souche.

Dans la première éventualité, l'annuité du fonds peut être insuffisante pour permettre le remboursement des lots sortis. Le Gouvernement doit alors parfaire l'insuffisance.

Dans la seconde éventualité, l'annuité du fonds d'amortissement est supérieure à la somme nécessaire au paiement des lots et laisse, par conséquent, un excédent.

Si l'emprunt était complètement émis, le fonds d'amortissement serait complété en conséquence et suffirait alors pour couvrir les charges de l'emprunt.

Demande.

CHAPITRE X, ART. 126. — Les litt. F, G, II, dépenses de réfection, ne se rapportent-ils pas à des dépenses ordinaires ?

Réponse.

Les dépenses reprises sous les littéra F et G consistent en améliorations et nouvelles installations demandées depuis longtemps et que jusqu'ici il n'a pas été possible d'exécuter avec les ressources du budget ordinaire. Tout au plus avons-nous pu faire des essais qui ont démontré le bien-fondé des demandes faites par l'Afrique et les résultats sérieux qui résulteraient de la mise en vigueur d'une façon générale des dites propositions.

Litt. II. — Comme l'achat d'une nouvelle coque pour le SS. « Princesse-Clémentine » nous donnera pour ainsi dire un nouveau vapeur, cet objet a été porté au budget extraordinaire au même titre que les vapeurs nouveaux.

Demande.

ART. 4 DU PROJET DE LOI. — Les bons du Trésor dont l'émission est sollicitée sont-ils indépendants de ceux prévus à l'article 14 de la loi coloniale ?

Réponse.

Oui, ils sont destinés à couvrir les dépenses extraordinaires.

*
* *

Dans sa séance de ce jour, la Section centrale, ayant pris acte de ces déclarations, décide à l'unanimité des membres présents, moins une abstention, de proposer à la Chambre l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,
V. BEGEREM.

Le Président,
COOREMAN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1908.

Ontwerp van wet behelzende de begrooting van den Belgischen Congo
voor het dienstjaar 1909 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER BEGEREM.

MIJNE HEEREN,

Naar luid van artikel 12 der wet van 18 October 1908 op het Bestuur van den Belgischen Congo, wordt de begrooting van inkomsten en uitgaven der kolonie vastgesteld door den Koning; en als de Kamers de begrooting niet hebben aangenomen vijf dagen vóór de opening van het dienstjaar, stelt de Koning de ontvangsten vast en opent, om de drie maanden, zoolang de beslissing der Kamers achterwege blijft, de noodige voorloopige kredieten aan het Ministerie van Koloniën.

Tenware de Wetgevende Kamers wilden afzien van haar recht van toezicht en beslissing over de ontvangsten en verlangden dat voor de uitgaven het tijdvak van de voorloopige kredieten worde gehuldigd, staan zij tegenover de noodzakelijkheid de begrooting te stemmen vóór den 25^e dezer maand, ofschoon zij eerst den 24^e November laatstleden werd ingediend en er slechts heden verslag werd over uitgebracht.

Dit is voorwaar een onregelmatige, ofschoon gansch uitzonderlijke toestand.

Trouwens, in het tweede lid van hetzelfde artikel 12 der genoemde organieke wet is voorzien dat het ontwerp van begrooting door de zorgen van het

(1) Wetsontwerp n^o 18.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer COOREMAN, bestond uit de heeren VAN LIMBURG STIRUM, COLAERT, TIBBAUT, BEGEREM, DE SADELEER en MECHELYNCK.

Ministerie van Koloniën wordt rondgedeeld aan de leden der Wetgevende Kamers uiterlijk vier maanden vóór den aanvang van het dienstjaar.

Deze wetsbepaling verleent aan de Kamers den vereischten tijd om de begrooting te onderzoeken en te bespreken; dit jaar echter kan dit niet in acht worden genomen, daar de wet zelve eerst den 18ⁿ October werd afgekondigd en de koninklijke besluiten tot instelling van het nieuw Ministerie van Koloniën en tot benoeming van dezes titularis, eerst den 30ⁿ October daarna in het *Staatsblad* zijn verschenen.

Uit hoofde van deze omstandigheden, achtte dan ook de Middenafdeeling, eenparig min ééne onthouding, dat dit jaar het onderzoek der begrooting noodzakelijk moest ingekort worden; dat het verslag eenvoudig moest ophelderen een zeker getal vragen waarvan de oplossing verder in dit verslag voorkomt, en wel om zoo weinig mogelijk het oogenblik te verdagen waarop de Kamer zelve de begrooting, waarover verslag was uitgebracht, zou kunnen onderzoeken en bespreken.

Het lid, dat zich onthield, is van oordeel dat de Middenafdeeling de begrooting des te vollediger moest onderzoeken, daar het eene gansch nieuwe en minder gekende is : de Middenafdeeling heeft tot taak de Kamer in te lichten.

Gezien de hierboven herinnerde bepalingen en de daarover gewisselde opmerkingen, blijft de Middenafdeeling bij hare zienswijze en hare beslissing.

Onderzoek in de afdeelingen.

De begrooting werd goedgekeurd door al de afdeelingen. In de eerste, met 12 stemmen tegen 2; in de tweede, eenparig door de 10 aanwezige leden; in de derde, met 10 stemmen tegen 2 en 1 onthouding; in de vierde, met 9 stemmen tegen 1; in de vijfde, met 6 stemmen tegen 1 en 3 onthoudingen; in de zesde, met 6 stemmen tegen 3 en 1 onthouding. Hetzij te zamen : 53 stemmen voor, 11 tegen en 5 onthoudingen.

De enkele vragen, die werden opgeworpen tijdens het onderzoek van het wetsontwerp, werden in de Middenafdeeling herhaald, behalve de volgende :

Eerste Vraag.

Wordt de vlottende schuld gevestigd door middel van eene leening of gedelgd met de inkomsten der Schatkist?

Antwoord der Regeering.

Indien de geldmiddelen zulks veroorloven, wordt de vlottende schuld gedelgd met de inkomsten der Schatkist.

Tweede Vraag.

Men verlangt de omstandige opgave van de titels die de portefeuille uitmaken en de aanwijzing van de winstaandeelen en interesten, getrokken voor het afgelopen dienstjaar.

Antwoord.

Wij onderstellen dat men daardoor bedoelt de interesten en winstaandeelen, getrokken voor het begrootingsjaar 1908, niet voor de maatschappelijke boekjaren 1908 der vennootschappen. Deze laatste inlichtingen kunnen eerst in 1909 worden verstrekt.

OPGAVE DER WAARDEN.

Interesten en winstaandeelen
getrokken in 1908.*Abir :*

1,000 volgestorte maatschappelijke aandeele . . .

Société anonyme d'Agriculture et de Plantation au Congo :

500 volgestorte maatschappelijke aandeele van 500 fr.

103 obligatiën van 500 frank aan 3 % :

Coupon van 15 Mei op 122 titels . fr. 4,125 »

Id. van 15 Nov. op 103 titels . . 4,287 50

2,812 50

Gedelgde titels . . 19 van 500 . fr. 9,500 »

12,312 50

American Congo Company :

2,500 bevoorrechte aandeele van 100 pond sterling
waarop 35 % is gestort (5 % in 1908)

100 gewone aandeele (stichtersaandeele) van 100 pond
sterling, volgestort.

Société Anversoise du Commerce au Congo :

1,700 volgestorte maatschappelijke aandeele . . . 340,000 »

*Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur
aux Grands Lacs Africains :*

100,000 dividendaandeele

Compagnie du Chemin de fer du Katanga :

470 volgestorte kapitaalsandeele.

1,930 volgestorte kapitaalsandeele, waarop 85 % is
gestort (35 % in 1908).

2,400 kapitaalsandeele van 250 frank.

*Société anonyme des Chemins de fer vicinaux du
Mayumbe :*

27 volgestorte kapitaalsaandeelen van 500 frank . . .
6,000 bevoorrechte aandelen van 250 frank waarop 95 %
is gestort (storting van 5 % in 1908)

Comptoir Commercial Congolais :

1,000 volgestorte maatschappelijke aandelen

Société Internationale Forestière et Minière du Congo :

2,500 volgestorte kapitaalsaandeelen van 500 frank. . .
2,500 dividendaandeelen

Compagnie du Kasai :

2,010 volgestorte kapitaalsaandeelen	
van 250 frank	30,150 »
2,010 dividendaandeelen.	804,000 »
	834,150 . »

Compagnie du Katanga :

1,800 gewone aandelen, zonder bepaalde waarde. . .
600 volgestorte bevoorrechte aandelen van 500 frank.

Compagnie du Lomami :

154 gewone aandelen, zonder bepaalde waarde. . .
160 volgestorte bevoorrechte aandelen van 500 frank.
20 dividendaandeelen, zonder bepaalde waarde . . .

Derde Vraag.

ART. 16. — Zou de bepaling betreffende de patenten, opgenomen in de begroting van 's Lands Middelen, voor het Moederland, niet leiden tot de vermindering van het belastbare in de Kolonie?

Antwoord.

Deze bepaling kan niet voor gevolg hebben dat het belastbare in de Kolonie vermindert. Het meerendeel der Vennootschappen die koloniale zaken drijven, zullen ongetwijfeld Belgische vennootschappen, worden, indien de bepaling, opgenomen in de begroting van 's Lands Middelen, moet aangenomen worden.

Vierde Vraag.

Op welke grondslagen worden de pensioenen uitbetaald? Bestaat er een reglement tot regeling van de pensioenen?

Welke maatregelen werden tot hiertoe genomen ten voordeele van de gewezen Staatsbeambten die goeden dienst deden?

Antwoord.

Wat de beambten bij het Hoofdbestuur betreft, ligt de regeling van den dienst der pensioenen ter studie.

De beambten in Afrika genieten geen pensioen. De aanwervingsbrieven voorzien een rustgeld en bepalen het bedrag daarvan.

Deze tegemoetkomingen worden op het einde van den diensttijd verleend aan de beambten die in Afrika goeden dienst deden.

Vijfde Vraag.

Hebben de inboorlingen, die in dienst van den Staat zijn of tot het een of het ander bezoldigd werk verplicht zijn, vrije keus tusschen betaling in geld of in natura?

Antwoord.

Neen. Tot hiertoe wordt, in den Boven-Congo, door den Staat in geld betaald enkel tot in het district Stanley-Pool. De uitbreiding der betaling in geld ligt ter studie.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

Ter vergadering van 9 December werd de begrooting met algemeene stemmen aangenomen, min ééne onthouding.

De wensch, door een harer leden uitgedrukt, om eene bestendige Commissie te benoemen, die zou belast zijn met het onderzoek van al de vraagstukken betreffende den land- en den tuinbouw in Congoland, vond algemeene instemming.

Door de Regceering werd, op de verscheidene haar overgemaakte vragen, geantwoord als volgt :

A. — ONTVANGSTEN.**Vraag.**

ART. 40k. — Welke zijn « de overeenkomsten met de maatschappijen », bij deze bepaling voorzien?

Antwoord.

Er is sprake van :

1^o De overeenkomst gesloten met de *Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains*, overeenkomstig artikel 3 van het lastenboek der Overeenkomst van 4 Januari 1902 (Zie *Verdrag tot afstand* van 28 November 1907, bl. 90), ter exploitatie, door den Staat, van de bosschen welke aan die Maatschappij in concessie werden gegeven ;

2^o De overeenkomst, op 12 September 1906 met de Maatschappij Abir gesloten ter exploitatie, door den Staat, van de landstreken die de vroegere concessie aan deze Maatschappij uitmaken (Zie *Verdrag tot afstand* van 28 November 1907, bl. 104);

3^o De overeenkomst met de *Société Anversoise du Commerce au Congo*, op 12 September 1906 gesloten ter exploitatie, door den Staat, van de landstreken die de vroegere vergunning aan deze Maatschappij uitmaken (Zie *Verdrag tot afstand* van 28 November 1907, bl. 113);

4^o De som, door de *Compagnie du Lomami* aan den Staat te betalen, overeenkomstig artikel 34 (titel V) van de statuten dezer Maatschappij (Zie *Verdrag tot afstand* van 28 November 1907, bl. 32);

5^o De som van 30,000 frank, door de *Comptoir Commercial Congolais* aan den Staat te betalen overeenkomstig artikel 28, hoofdstuk V, van de statuten dier Maatschappij (Zie *Verdrag tot afstand* van 28 November 1907, bl. 64);

Vraag.

ART. 10 a. — Hoe worden de teruggaven van jaarwedden verklaard ?

Antwoord.

Bedoelde teruggaven van jaarwedden betreffen de jaarwedden der Belgische officieren aan dewelke de Regeering een volledige jaarwedde betaalt, waarin die als officier is begrepen.

De Belgische officieren die, voor de eerste maal, naar Congoland trekken, behouden hunne jaarwedde als officier, en er wordt hun eene vergoeding verleend van 3,500 tot 5,200 frank, volgens hunnen graad.

Voor hunnen tweeden diensttermijn wordt hun eene globale jaarwedde betaald, die nooit min dan 8,000 frank bedraagt, doch daarin is begrepen de jaarwedde als Belgische officier. Dit laatste stelsel brengt grooter gemak bij voor het boekhouden en het uitbetalen der jaarwedden.

Het is de terugbetaling van de jaarwedden van Belgische officieren, tot die klasse behorende, welke bedoelde uitkeering uitmaakt.

Vraag.

ART. 14 d. — Belastingen voor het aanwerven van arbeiders. Bij welke bepaling werd die belasting ingevoerd?

Antwoord.

De belasting voor het aanwerven van arbeiders wordt geëind overeenkomstig het decreet van 18 Mei 1905 (*Bulletin officiel*, bl. 91).

Vraag.

ART. 14. — Hoeveel bedragen de kosten voor de ontginning der Kilo-mijn in verhouding tot de opbrengst van 1,224,000 frank?

Antwoord.

Bedoelde ontginningskosten komen voor onder hoofdstuk IX van de tabel II der begrooting van Belgisch Congoland, artikelen 71 tot en met 79. Al die uitgaven, hetzij te zamen 886,440 frank, betreffen de mijn van Kilo.

Vraag.

ART. 15. — Wie zijn de vertegenwoordigers der Regeering in de verschillende vennootschappen?

Antwoord.

Comité spécial du Katanga. — De heeren Droogmans, algemeen secretaris bij het Ministerie van Koloniën, Arnold, Lombard en De Keyzer, E., algemeene bestuurders bij hetzelfde Ministerie, leden van bedoeld Comité.

Compagnie du Kasai. — De heeren Arnold en Baerts, algemeene bestuurders bij het Ministerie van Koloniën, afgevaardigde der Regeering.

De heer Kervyn, algemeen bestuurder bij hetzelfde Ministerie, commissaris.

Compagnie du Katanga. — De heer Liebrechts, Eere-raadsheer van State, commissaris.

Compagnie du Lomami. — De heer Arnold, commissaris.

Compagnie du Chemin de fer du Katanga. — De heeren Cousin, Detilleux en Wendelen, beheerders door de Regeering benoemd.

De heer Heyvaert, commissaris.

Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga. — De heer Le Marinel, bestuurder bij het Ministerie van Koloniën, en Olyff, G., afdelingshoofd bij hetzelfde Ministerie, vertegenwoordigers.

Compagnie du Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs Africains. — De heeren Lombard, algemeen bestuurder, Lebrun, bestuurder bij het Ministerie van Koloniën, en Baron Dhanis, afgevaardigd bij den Raad van beheer.

De heer De Keyzer, E., algemeen bestuurder bij het Ministerie van Koloniën, bijzonder commissaris.

Comptoir Commercial Congolais. — De heer Foulon, commissaris.

Société des Chemins de fer vicinaux du Mayumbe. — De heer Lombard, algemeen bestuurder bij het Ministerie van Koloniën, commissaris.

American Congo Company. — De heeren Rouffart, De Keyzer, H. Huismans en Christiaens, beheerders door de Regeering benoemd. (Een zetel is opge gevallen door het afsterven van den heer Hanolet.)

Société Forestière et Minière du Congo. — De heer Arnold, algemeen bestuurder bij het Ministerie van Koloniën, vertegenwoordiger.

De heer Dumont, vertegenwoordiger van het Nationaal Domein.

Tanganyika Concessions Limited. — De heer Heyvaert, beheerder, vertegenwoordiger van het bijzonder Comité van Katanga.

Société « Union Minière du Haut-Katanga ». — De heeren Lombard en De Keyzer, E., leden van het bijzonder Comité van Katanga, dat Comité vertegenwoordigend.

Vraag.

ART. 12, 13 en 14. — Kan de Regeering de gegevens aanduiden, die tot grondslag dienen voor de schattingen, bij dit artikel voorzien?

Antwoord.

ART. 12. — *Nationaal domein.* — Belastingen *in natura* : 16,881,825 frank.

a) Zuivere opbrengst van den verkoop van 2,350,000 kilogram (ruw gewicht) caoutchouc tegen den gemiddelden verkoopprijs van 8 frank per kilogram fr. 15,000,000 »

b) Zuivere opbrengst van den verkoop van 44,500 zuivere kilogram ivoor tegen den gemiddelden verkoopprijs van 29 frank per kilogram 1,281,000 »

c) Zuivere opbrengst van den verkoop van 560,000 kilogram (ruw gewicht) kopaal tegen den gemiddelden verkoopprijs van fr. 1.40 per kilogram 600,825 »

TOTAAL. . . fr. 16,881,825 »

ART. 13. — *Ontginning der mijnen :*

Opbrengst van den verkoop van 't goud voortkomend van de mijnen van Kilo, berekend naar eene gemiddelde opbrengst van 30 kilogram per maand, dat is 360 kilogram tegen 3,400 frank, of fr. 1,224,000 »

ART. 14. — *Opbrengst van den landbouw :*

a) Zuivere opbrengst van den verkoop van 30,000 kilogram (ruw gewicht) koffie tegen den gemiddelden prijs van fr. 1.10 per kilogram fr. 30,000 »

b) Zuivere opbrengst van den verkoop van 45,000 kilogram (ruw gewicht) cacao, tegen den gemiddelden prijs van fr. 1.50 per kilogram 58,000 »

c) Zuivere opbrengst van den verkoop van verschillende plantsoorten in den Kruidtuin gekweekt. (Vétiver, ijzerkruid, enz.) 1,500 »

Fr. 110,000 »

Vraag.

ARTIKELEN 12, 13 en 14. — Kan de Regeering eene statistiek mededeelen omtrent de beursnoteeringen van caoutchouc in 1907 en 1908.

Antwoord.

STATISTIEKEN DER KOERSEN VAN CAOUTCHOUC UIT CONGO
IN 1907.

(Volgens het jaarlijksch overzicht der makelaars Grisar & Cie.)

Soort van caoutchouc.	Hoogste prijzen per kilogram.
Kasai roode I	fr. 9.40 tot 13.45
Boven-Congo : Équateur I	9.40 tot 13.65
Boven-Congo : Lopori I	9.40 tot 13.65
Boven-Congo : Uele	8.80 tot 12.00
Boven-Congo : Aruwimi	8.80 tot 12.00
Boven-Congo : gewoon	8.80 tot 12.20
Neder-Congo : roode Thimbles	4.50 tot 7.00

IN 1908.

De statistieken voor 1908 verschijnen slechts op 31 December aanstaande. Ziehier, als inlichting, het gemiddeld bedrag, dit wil zeggen voor al de

caoutchoucsorten, van de prijzen bij iederen verkoop gemaakt van de producten van den Staat :

Datum der verkooping.	Gemiddelde prijzen per kilogram.
23 Januari 1908.	fr. 5.94
27 Februari 1908	5.64
26 Maart 1908	6.00
23 April 1908	5.66
24 Mei 1908.	5.21
25 Juni 1908	6.42
22 Juli 1908.	6.19
26 Augustus 1908	6.78
23 September 1908.	6.50
20 October 1908	7.81
19 November 1908	10.50

(Brussel, 11 December 1908.)

B. — UITGAVEN.

Vraag.

ART. 11. — *Negerpersoneel. — Loonen.*

Kan de Regeering uitlegging geven over de toeneming van de betalingen in koopwaren?

De Begrooting voor 1908 geeft op : Geld, 225,000 frank ; koopwaren, 775,000 frank.

De Begrooting voor 1909 : Geld, 180,000 frank ; koopwaren, 932,000 frank.

Zelfde vraag voor de artikelen 22, 37, 45, 62 en 72.

Antwoord.

ART. 11. — De vermeerderingen zijn hieraan toe te schrijven dat de kosten van bezetting der streken van Mongala en Maringa-Lopori, die, in 1908, door een bijzonder krediet waren gedekt, voor het diensjaar 1909 werden gehecht aan de Buitengewone Begrooting. Bijgevolg komt het loon van de manschappen der Gewapende Macht, aan die twee streken gehecht, als vermeerdering bij artikel 11. Men zal kunnen opmerken dat het bedrag der loonen in geld betaalbaar, in 1909 merkelyk lager is dan voor 1908. Dat komt hieruit voort, dat men, in 1908, naar hunne landstreek moest terugvoeren een zeker getal mannen van de kust, oude dienaars die opnieuw dienst nemen en waarvan, tot een bedrag van twee derden, het loon slechts uitbetaalbaar is, wanneer zij voorgoed ontslagen worden.

ART. 22. — De verhooging heeft voor oorzaak dat de uitgaven voor de stoombooten en vaartuigen dienende tot het vervoer van de Spoorwegen der Groote Meren en der Maringa-Loporisstreken, vroeger betaald op bijzondere rekeningen, thans gehecht werden aan den dienst van het Zeewezen. Daarenboven werden de uitgaven voor de houtposten ten behoeve van de stoombooten insgelijks dit jaar aan denzelfden dienst gehecht.

ART. 37. — De verhooging komt hieruit voort, dat dit jaar de openbare Gezondheidsdienst de kosten gedragen heeft van de lazaretten, kosten die voorheen gedragen werden door een bijzonder krediet bestemd tot de bestrijding der slaapziekte.

ART. 45. — De verhooging komt hieruit voort, dat men bij dit artikel ambachtlieden en arbeiders heeft gevoegd, in 1908 voorzien bij artikel 47.

ART. 62. — Het personeel van de landbouwarbeiders namelijk werd verhoogd; dit was noodig en onmisbaar omdat de wet plantingen van caoutchouc voorschrijft, en omdat de dienst uitgebreid werd.

ART. 72. — Voor deze betaalde de Kroonstichting het loon der negers.

Vraag.

HOOFDSTUK VII en X. — Welke maatregelen zal de Regeering nemen tot het invoeren van munt?

Welke maatregelen zal de Regeering nemen omtrent de wijze van exploitatie van het Domein en omtrent het benuttigen van vrijen arbeid?

Antwoord.

Deze vraagpunten worden thans bestudeerd.

Vragen.

HOOFDSTUK X, ART. 102 *a, b, c, d.* — Aan welke missiën wordt de toelage toegekend?

Aan welke voorwaarden is die toelage onderworpen?

Wat beduidt het woord « verschillende »?

Wordt niet tweemaal opgegeven het gedeelte van de eerste annuïteit, ingeschreven in artikel 124, bestemd voor de missiën.

Antwoorden.

Tot heden werden de toelagen aan missiën, buiten vast bepaalde regelen toegekend, en zij waren aan geen bijzondere voorwaarden onderworpen.

Om het bedrag der toelagen aan de Belgische missiën vast te stellen, zal de Regeering rekening houden met de diensten door die missiën bewezen: Voogdij over weezen en zedelijk verlaten kinderen, scholen, ziekenhuizen, houden van registers van den burgerlijken stand, enz.

Dit krediet is niet begrepen in het deel van de eerste annuïteit, ingeschreven onder artikel 24, en voor de missiën bestemd. Dit laatste wordt gebruikt voor de uitbreiding der missiën.

Van stonden aan kan omtrent het woord «Verschillende» aangeduid worden dat de Regeering verlangt, aan de «Koloniale Villa» de toelage voort te betalen van 20,000 frank, die zij tot hiertoe verleende.

Vragen.

HOOFDSTUK X, ART. 117. — Wanneer werden de schatkistbiljetten uitgegeven, vermeld onder litt. *b* en *c*? Wanneer vervallen zij?

e, f, g. — Welke zijn de datums van de overeenkomsten in dit artikel bedoeld?

Kunnen deze medegedeeld worden?

Antwoord op de 1^{ste} vraag.

b) De schatkistbiljetten, vermeld onder litt. *b*, werden uitgegeven bij dekreet van 10 Februari 1908, en vervallen op 11 Februari 1909. Zij werden uitgegeven om de voorloopige leening van 3,914,000 frank te delgen, die in 1907 aangegaan werd, om de buitengewone uitgaven van dit dienstjaar gedeeltelijk te dekken. (Zie verslag der gevolmachtigden van de Belgische Regeering, bl. 50.)

c) De schatkistbiljetten onder litt. *c* werden uitgegeven bij dekreet van 12 October 1908 om de loopende uitgaven van het dienstjaar 1908 te dekken. Zij vervallen op 20 October 1909.

Antwoord op de 2^e vraag.

e) Het gemelde voorschot van 3 miljoen frank is het bedrag van het bestendig krediet ten behoeve van den Staat geopend bij gezegde Bank, op afslag van het pand van koopwaren, krachtens overeenkomsten aangegaan met de Algemeene Afrikaansche Maatschappij en de «Banque de Commerce et d'Industrie» (thans likwideerend). Deze overeenkomst werd aangegaan op 31 December 1904.

f) De 1,500,000 frank onder dit littera zijn eene tijdelijke verhooging van voormeld krediet, toegestaan door de «Caisse Hypothécaire Anversoise» na de briefwisseling van 22 Januari 1908.

Deze verhooging van krediet werd toegestaan voor een termijn van zes maanden, en op dezelfde wijze gewaarborgd als het bovengemeld bestendig krediet van 3 miljoen frank. De datum van teruggaaf werd sedertdien vernieuwd om de drie maanden; en thans komt de vervaldag op 22 Januari 1909.

g) Deze leening werd gedaan aan de Kroonstichting krachtens eene overeenkomst gesloten tusschen deze Stichting en de heeren Bunge en deelgenooten op 2 Maart 1908.

Antwoord op de 3^e vraag.

Deze overeenkomsten zouden kunnen medegedeeld worden.

Vraag.

HOOFDSTUK X, ART. 123*d*. — Hoe legt men de kredietaanvraag uit van 200,000 frank voor het delgingsfonds van de leening op loten van 1888 ?

Is dit delgingsfonds niet toereikend ?

Antwoord.

Het krediet van 200,000 frank, ingeschreven bij hoofdstuk X, art. 123, litt. *d* van de Begroeting voor 1909 is bestemd om gelegenheid te geven, zoo noodig, een voorschot te doen aan het delgingsfonds van de leening op loten van 1888, ten einde in 1909 den dienst te verzekeren van het uitgegeven gedeelte dier leening.

Zooals vermeld staat in het verslag der gevolmachtigden van de Belgische Regeering, in hoofdstuk III, bl. 48, bedraagt de leening op loten van 1888 een kapitaal van 150 miljoen, waarvan slechts 916,875 schuldbrieven op 1,500,000 werden uitgegeven.

Het delgingsfonds wordt ingericht naarmate de titels worden uitgegeven. De trekkingen geschieden over het volledig getal loten, en zoo kan de kans vallen op uitgegeven of nog niet uitgegeven loten.

In het eerste geval, kan de annuïteit van het fonds ontoereikend zijn om de uitgetrokken loten te betalen. Dan moet de Regeering het ontbrekende aanvullen.

In het laatste geval is de annuïteit van het delgingsfonds grooter dan de voor de betaling der loten noodige som, en dus blijft er een overschot.

Indien de leening gansch uitgegeven was, zou het delgingsfonds eveneens aangevuld worden en het zou dan toereikend zijn om de lasten van de leening te dekken.

Vraag.

HOOFDSTUK X, ART. 126. — Slaan de litt. F, G, H, uitgaven voor herstellingen, niet op gewone uitgaven?

Antwoord.

De uitgaven bij litt. F en G hebben betrekking op verbeteringen en nieuwe inrichtingen sedert lang gevraagd en die tot heden niet konden uitgevoerd worden met de middelen van de gewone begrooting. Wij hebben ten hoogste eenige proeven kunnen nemen die de gegrondheid bewezen van de vragen in Afrika gedaan en de ernstige uitslagen, die het algemeen in werking stellen van gezegde voorstellen zou opleveren.

Litt. H. — Aangezien de aankoop van eene nieuwe romp voor SS. « Princesse Clementine » ons als 't ware een nieuw stoomschip verschaft, werd hij op de buitengewone begrooting gebracht, bij de andere nieuwe stoomschepen.

Vraag.

ART. 4. VAN HET WETSONTWERP. — Zijn de Schatkistbiljetten wier uitgifte gevraagd wordt andere dan die welke voorzien zijn bij artikel 14 van de koloniale wet?

Antwoord.

Ja, zij zijn bestemd tot het dekken van buitengewone uitgaven.

*
* *

Ter zitting van heden, nam de Middenafdeeling akte van deze verklaringen, en besliste eenstemmig, behoudens éene onthouding, de goedkeuring van het Wetsontwerp aan de Kamer voor te stellen.

De Verslaggever,
V. BEGEREM.

De Voorzitter,
COOREMAN.

